

JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/ordonnance/2017/12/07/2017014290/justel>

Dossier numéro : 2017-12-07/04

Titre

7 DECEMBRE 2017. - Ordonnance contenant des dispositions diverses en vue de la reprise du service du précompte immobilier et modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale

Situation : Intégration des modifications en vigueur publiées jusqu'au 10-12-2019 inclus.

Source : REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Publication : Moniteur belge du 14-12-2017 page : 111446

Entrée en vigueur : 01-01-2018

Table des matières

[CHAPITRE 1er.](#) - Disposition introductive

Art. 1

[CHAPITRE 2.](#) - Dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992

[Section 1re.](#) - Dispositions générales

Art. 2

[Section 2.](#) - Dispositions modificatives applicables à l'ensemble du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 3-4

[Section 3.](#) - Dispositions modificatives spécifiques

Art. 5-6

[Section 4.](#) - Disposition abrogatoire

Art. 7

[Section 5.](#) - Autres dispositions

Art. 8-9

[CHAPITRE 3.](#) - Dispositions modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale

Art. 10-15

[CHAPITRE 4.](#) - Entrée en vigueur

Art. 16

CHAPITRE 1er. - Disposition introductive

Article 1er. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE 2. - Dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992

Section 1re. - Dispositions générales

Art. 2. Les modifications effectuées par la présente ordonnance sont applicables uniquement en ce qui concerne le précompte immobilier.

Section 2. - Dispositions modificatives applicables à l'ensemble du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 3. Dans la version française du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale :

1° les mots " dirigeant de l'administration en charge de l'établissement de l'impôt sur les revenus ", " fonctionnaire chargé de l'établissement ou du recouvrement des impôts ", " conseiller général ", " conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l'imposition, l'accroissement et l'amende ont été établis ", " fonctionnaire de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus, d'un titre supérieur à celui d'attaché ", " fonctionnaire de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ", " directeur des contributions ", " receveur chargé du recouvrement ", " fonctionnaire désigné par le Roi ", " receveur compétent ", " fonctionnaire chargé du recouvrement ", " conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus ", " fonctionnaire dirigeant les services chargés du recouvrement des impôts sur les revenus ", " receveur ", " receveur des contributions directes ", " fonctionnaire compétent " et " receveur compétent " sont chaque fois remplacés par les mots " fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale " ;

2° les mots " l'agent compétent de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus " sont remplacés par les mots " le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale " ;

3° les mots " fonctionnaires chargés du recouvrement ", " agents de l'administration ", " agents de l'administration qui est en charge des impôts sur les revenus ", " agents ", " fonctionnaires de l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus ", " personnes appartenant aux services à qui l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus ", " receveurs ", et " conseillers généraux de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus désignés par le ministre qui a les Finances dans ses attributions " sont chaque fois remplacés par les mots " fonctionnaires statutaires ou contractuels désignés à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale " ;

4° les mots " fonctionnaire désigné à cette fin par le Ministre des Finances " et " fonctionnaire du titre de conseiller au moins, désigné à cet effet par le Ministre des Finances " sont chaque fois remplacés par les mots " fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale " ;

5° les mots " l'agent désigné par le Ministre " sont chaque fois remplacés par les mots " le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale " ;

6° les mots " au Trésor " sont chaque fois remplacés par les mots " à la Région de Bruxelles-Capitale " ;

7° les mots " du Trésor " sont chaque fois remplacés par les mots " de la Région de Bruxelles-Capitale " ;

8° les mots " le Trésor public " sont chaque fois remplacés par les mots " la Région de Bruxelles-Capitale " ;

9° les mots " l'Etat " sont chaque fois remplacés par les mots " la Région de Bruxelles-Capitale " ;

10° les mots " l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ", " l'administration ", " l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus ", " l'administration fiscale ", " les administrations qui ressortissent du Service public fédéral Finances ", " l'administration qui a en charge l'établissement ou le recouvrement de l'impôt sur les revenus dans ses attributions ", " l'administration belge ", " l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus ", " l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus ", " le service désigné à cette fin par le Ministre des Finances ", " le service désigné à cet effet par l'administration générale de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus " et " le Service Public fédéral Finances " sont chaque fois remplacés par les mots " le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale " ;

11° les mots " à l'administration ", " à l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ", " à l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus ", et " à l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus " sont chaque fois remplacés par les mots " au service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale " ;

12° les mots " Ministre des Finances " et " ministre " sont chaque fois remplacés par les mots " Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances et du Budget ".

Art. 4. Dans la version néerlandaise du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications

suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale :

1° les mots " leidinggevende ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen ", " ambtenaar belast met de vestiging of de invordering van de inkomstenbelastingen ", " adviseur generaal ", " adviseur generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhoging en de boete zijn gevestigd ", " een ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen met een hogere titel dan die van attaché ", " ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen ", " de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen ", " ontvanger belast met de invordering ", " de door de Koning aan te wijzen ambtenaar ", " bevoegde ontvanger ", " ambtenaar belast met de invordering ", " adviseur generaal belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen ", " ambtenaar die de leiding heeft over de diensten belast met de invordering van de inkomstenbelastingen ", " ontvanger ", " bevoegde ambtenaar " et " bevoegde ontvanger " sont chaque fois remplacés par les mots " statutair of contractueel ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering " ;

2° les mots " de bevoegde ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen " sont remplacés par les mots " de statutaire of contractuele of ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering " ;

3° les mots " de bevoegde ambtenaren belast met de invordering ", " bevoegde ambtenaar van de administratie ", " bevoegde ambtenaar van de administratie bevoegd voor de inkomstenbelastingen ", " ambtenaren ", " ambtenaren van de administratie bevoegd voor de vestiging, of deze bevoegd voor de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen ", " personen die deel uitmaken van diensten waaraan de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen ", " ontvangers ", et " adviseur generaals van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen aangeduid door de minister die de Financiën onder zijn bevoegdheden " sont chaque fois remplacés par les mots " de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering " ;

4° les mots " de ambtenaar die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën " et " een ambtenaar met minstens de titel van adviseur, die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën " sont chaque fois remplacés par les mots " de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting " ;

5° les mots " de ambtenaar aangeduid door de Minister " sont chaque fois remplacés par les mots " de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting " ;

6° les mots " aan de schatkist " sont chaque fois remplacés par les mots " aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest " ;

7° les mots " van de schatkist " sont chaque fois remplacés par les mots " van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest " ;

8° les mots " de Openbare schatkist " sont chaque fois remplacés par les mots " het Brussels Hoofdstedelijk Gewest " ;

9° les mots " de Staat " sont chaque fois remplacés par les mots " het Brussels Hoofdstedelijk Gewest " ;

10° les mots " de administratie belast voor de vestiging van de inkomstenbelastingen ", " de administratie ", " de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen ", " de fiscale administratie ", " de administraties die ressorteren onder de federale overheidsdienst Financiën ", " de administratie belast met de vestiging of bevoegd voor de invordering van de inkomstenbelastingen ", " de Belgische administratie ", " de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen ", " de administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen ", " de dienst die daarvoor aangewezen is door de Minister van Financiën ", " de dienst die daarvoor aangewezen is door de Algemene administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen " et " de federale overheidsdienst Financiën " sont chaque fois remplacés par les mots " de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering " ;

11° les mots " aan de administratie ", " aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen ", " aan de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen " et " aan de bevoegde administratie voor de vestiging van de inkomstenbelastingen " sont chaque fois remplacés par les mots " aan de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering " ;

12° les mots " Ministerie van Financiën " et " minister " sont chaque fois remplacés par les mots " minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting ".

Section 3. - Dispositions modificatives spécifiques

Art. 5. Par dérogation à l'article 4, dans la version française du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale :

1° dans l'article 322, § 5, dernier alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots " par le fonctionnaire visé au § 2, alinéa 3, désigné par le ministre " sont remplacés par les mots " par le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, visé au § 2, alinéa 3 " ;

2° dans l'article 333/1 du même Code, le paragraphe 2 est remplacé comme suit : " Le service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fournit une fois par an au Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Finances et du Budget, un rapport qui contient les informations déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. " ;

3° dans l'article 335, alinéa 1er, du même Code, les mots " dudit Service public régulièrement chargés de